

Ce que sont les "Amis de l'URSS" et comment ils luttent contre les marxistes-léninistes...

Le texte que nous présentons ici consiste essentiellement dans une lecture critique d'un des documents fondateurs de l'association des *Amis de l'URSS*, association créée récemment et chapeautée par deux organisations se réclamant du marxisme-léninisme : l'URCF et le PRCF. A l'instar du PRCF, l'URCF est issu de la scission qui s'est opérée en 2004 au sein de la Coordination communiste pour la continuité révolutionnaire et la renaissance léniniste du PCF, un groupe oppositionnel interne au parti révisionniste français et créé en 1991. Nous allons voir par la suite que ces racines se font très sensiblement sentir...

Dans cette critique, nous nous référerons en particulier à un article de Jean-Luc Sallé, Secrétaire général de l'URCF depuis sa création. Nous allons montrer que cet article pourtant intitulé *Contribution à l'étude de la reconstitution de la classe bourgeoise en URSS*, remplit en fait le but inverse que son titre prétendait pourtant fixer.¹

Alors que le dirigeant de l'URCF prétend contribuer à éclaircir cette question si fondamentale pour la renaissance du mouvement communiste international, nous allons voir qu'il ne contribue en fait qu'à y donner dans le "meilleur" des cas qu'une réponse pour le moins *approximative et embrouillée*, mais le plus souvent *fausse et mystificatrice*.

Nous ne prétendons pas donner une critique exhaustive de ce document d'une trentaine de pages et nous nous concentrerons donc sur ses points les plus essentiels.

Notre "camarade" commence par introduire sa "contribution" au moyen d'une grande phrase dont on ne comprend pas très bien la portée première, bien que traitant d'une question fondamentale : celle de la caractérisation du mode de production socialiste.

« Le socialisme, *dit-il*, n'est pas un mode de production en soi, il constitue la première phase, phase inférieure du mode de production communiste ».²

Il aurait suffi de dire que le socialisme constituait la période de transition permettant d'arriver à une société communiste, c'est-à-dire sans classes, en partant de la société bourgeoise où règnent les antagonismes de classes. Il n'en reste pas moins que la société socialiste ainsi que la société communiste ont une même base matérielle : la propriété commune des moyens de production. Une telle formulation aurait été infiniment plus précise... et heureuse !

Un peu plus loin, il embrouille une autre question toute aussi fondamentale : pour lui, la phase de transition au communisme se ramène à « dépasser et combattre » « l'héritage bourgeois qui existe et agit comme contre-tendance sous le socialisme » et notamment les « lois économiques héritées du capitalisme comme la loi de la valeur »,³ loi qu'il faudra d'ailleurs selon lui « abolir » quand les conditions matérielles le permettront.⁴

Il commet ici une lourde erreur, qui comme on le verra un peu plus loin n'est pas innocente, une erreur qu'il aurait évité s'il avait compris la critique que Staline avait adressé aux économistes soviétiques révisionnistes juste avant sa mort, à savoir que les communistes ne peuvent abolir ou créer de nouvelles lois économiques, ils peuvent seulement apprendre à les connaître afin de les utiliser dans l'intérêt de la marche en avant vers le socialisme. Pour Jean-Luc Sallé, la loi de la valeur persiste sous le socialisme – nous parlons ici de la période où les rapports de production socialistes sont instaurés dans l'industrie comme dans l'agriculture.

C'est à la fois vrai et faux, et notre "contributeur" se garde bien de préciser en quoi. Sous le socialisme, la loi de la valeur voit sa sphère d'action limitée à la sphère des objets de consommation. En socialisant les principaux moyens de production de l'industrie et de l'agriculture, ces moyens de production cessent de circuler comme des marchandises et se trouvent alors exclus du cercle d'action de cette loi, qui perd alors son caractère destructeur tout en permettant de fournir une mesure de la quantité de travail aussi longtemps que les rapports de production dans l'agriculture n'ont pas été élevés au niveau de la propriété d'Etat et que les produits du travail de l'industrie et de l'agriculture circulent par conséquent encore sous la *forme* de marchandises.

Ce n'est qu'une fois que les rapports de production agricoles auront été élevés au niveau de la propriété du peuple tout entier, que la sphère d'action de la loi de la valeur sera réduite à néant et offrira les conditions nécessaires à la suppression de l'argent, de la *marchandise* et du passage à la société communiste.

Si nous mettons le terme "marchandise" en italique, c'est parce sous le socialisme les marchandises vendues par les fermes collectives et l'industrie en revêtent uniquement la *forme*, car elles ne sont déjà plus des marchandises à proprement parler, puisqu'elles ne renferment en elles aucun travail exploité, aucun profit qui soit accaparé par une minorité exploiteuse. Il s'agit donc, comme Staline le soulignait très justement d'une *autre sorte de marchandise*. En effet, sous le socialisme, *tout* le travail effectué par l'ouvrier ou le paysan leur revient directement (salaire, paiement en nature, etc.) ou indirectement (assurances sociales, consommation sociale, extension future de la production, etc.), sans qu'une fraction de ce travail ne puisse être détournée.

De même, sous le socialisme, le prolétariat au sens propre disparaît : ne reste plus que l'ouvrier ou l'employé qui, dans les branches de l'industrie, du commerce ou des services formant le tissu de la propriété d'Etat, ne sont plus exploités par personne. Le "sur-travail" continue certes d'exister sous le socialisme, essentiellement en tant que source 1° de la consommation sociale (éducation, santé, retraites, etc.), 2° de l'amortissement des infrastructures et de l'outil de production, et 3° de la hausse de la norme d'accumulation et de l'extension de l'outil productif. Pourtant, ce sur-travail n'a plus rien à voir avec le profit, c'est-à-dire avec la fraction de travail extorquée par les capitalistes à leurs esclaves...

Puisque nous traitons des embrouillages de notre "camarade", poursuivons sur le suivant : celui relatif à la NEP. Il y consacre un assez long passage.⁵ Mais cette longueur relative ne garantit pas qu'il soit exempt d'erreurs et d'omissions. Tout au contraire, il réussit l'exploit de passer sous silence les traits les plus essentiels de la NEP, et nous verrons un peu plus loin encore une fois que ce n'est pas innocent... Ces traits les plus essentiels de la NEP – dont la signification et la portée profondes ont toujours été incomprises des révisionnistes de toutes sortes qui n'ont cessé d'en prendre prétexte pour justifier leur voie de trahison –, sont les suivants :

1° Confrontée à une situation de destructions et de pénuries induite par la guerre inter-impérialiste puis la guerre d'intervention des impérialistes coalisés (1918-1922), le PCUS (b) fût forcé de recourir aux méthodes du communisme de guerre (réquisitions quasi-systématiques dans l'agriculture). En 1921, dans un pays dévasté, le mécontentement de la paysannerie et même d'une fraction du prolétariat vont croissant. Après la Révolte de Kronstadt, il devient évident qu'il faut d'abord parvenir à relever une économie dévastée par des années de guerre et mettre un terme aux méthodes du communisme de guerre (réquisitions). Par chance, l'intervention étrangère touche alors à sa fin. Cependant la grande industrie, elle-même dévastée, se trouve alors dans une situation alarmante et ne fournit plus qu'une fraction de son niveau – pourtant déjà misérable –, d'avant-guerre. Cette industrie socialisée est alors pour le régime socialiste naissant bien plus une source de dépenses que de recettes, car il faut alors réaliser des investissements colossaux pour pouvoir la redresser.

2° Dans ces conditions, penser à relever simultanément l'industrie légère et en particulier les petits ateliers est tout bonnement inconcevable. Lénine montre ainsi la nécessité pour l'Etat soviétique de concentrer ses forces d'accumulation alors très limitées, au relèvement de la grande industrie, laquelle permettra ensuite le relèvement et l'essor des branches de l'industrie légère. Cela nécessitait au cours de cette période de transition et d'accumulation initiale d'assigner aux petites entreprises de l'artisanat et de l'industrie légère, la tâche de fournir les objets de consommation dont avaient besoin la classe ouvrière et la paysannerie. Les petites entreprises (c'est-à-dire celles comptant au maximum de l'ordre d'une dizaine d'employés) furent ainsi dénationalisées et le travail salarié fût ainsi restauré dans ces branches.

3° Néanmoins, le capitalisme opéra déjà au cours de ces années dans une sphère d'action relativement réduite et qui alla en décroissant rapidement. Il suffira de souligner qu'en 1923-1924, le secteur socialiste représentait déjà 76 % de la production industrielle.⁶ En 1926-1927, à la veille du lancement du premier plan quinquennal, cette part avait grimpé à 86 %.⁷ Enfin, en 1929, soit à peine un an après le début du premier plan quinquennal, on peut dire que le secteur capitaliste n'existe déjà plus dans l'industrie

soviétique, la part de l'industrie socialiste dépassant alors 99 %.⁸

Comme on le voit, même au cours des années de la NEP, la grande industrie socialisée attribuait déjà au secteur socialiste un rôle prépondérant dans l'industrie. Ce rôle directeur et ce poids croissant justifient ainsi le fait que l'Etat soviétique restait bien un Etat socialiste, même si des concessions temporaires avaient été faites aux petits capitalistes et que ces conditions engendraient inévitablement la croissance d'éléments bourgeois (NEP-mens) – non pas au sein de la grande industrie socialisée, mais au sein de la petite industrie qui ne l'était pas encore –, des éléments hostiles dont le Parti devait à tout prix se préserver.

Cela justifiait donc le point de vue léniniste selon lequel « de la NEP sortira la Russie socialiste ». Voilà l'essentiel de l'aspect économique de la NEP. Nous ne nous étendons pas sur ses aspects politiques qui sont assez bien décrits par notre "camarade".

L'essentiel à retenir de la NEP – et qui est complètement passé sous silence par notre "camarade" –, est donc : 1° l'explication matérialiste de la nécessité de la NEP ainsi que 2° l'étendue limitée de sa sphère d'action – la grande industrie restant socialisée –, permettant ainsi de préserver le rôle prépondérant et directeur de la classe ouvrière dans l'industrie prise dans son ensemble. Voilà donc les faits pourtant capitaux dont s'abstient de parler notre "camarade" qui se garde bien ici de donner des données chiffrées précises, et nous allons voir maintenant que cela converge vers un but bien précis...

Pourquoi donc notre "camarade" s'attache-t-il autant à faire semblant de nous donner une analyse "approfondie" de la NEP... tout en éludant certains de ses caractères les plus fondamentaux ?

Eh bien tout simplement par ce que ce faisant, il "démontre" la possibilité de coexistence d'éléments de capitalisme dans le socialisme. Ça n'est pas de peu d'importance, puisque cela lui permet de justifier ensuite la soi-disant "progressivité" du processus de restauration du capitalisme dans l'URSS post-stalinienne, une conception qui lui permet de détacher l'existence d'un pouvoir politique révisionniste – qui témoigne alors selon nous de l'existence et de la victoire d'une nouvelle bourgeoisie –, de sa base économique qui demeurerait soi-disant "socialiste"... alors qu'elle ne pouvait être que capitaliste !

En un autre temps, un certain Trotski avait fait de même pour calomnier le socialisme soviétique : il condamnait ainsi résolument la domination de la "bureaucratie stalinienne", bien que l'URSS resta alors selon lui un "pays socialiste". Comme on le voit, animé par ses concepts économiques et philosophiques aussi superficielles que confuses, notre "camarade" ne nous fait rien de moins que du trotskisme à rebours !...

Prétendre le contraire, c'est avoir une conception très "particulière" – idéaliste et anti-matérialiste –, des rapports entre la structure et la superstructure : comme si un pouvoir politique pouvait émerger et régner sans avoir de base économique et sociale...

Les révisionnistes khrouchtchéviens avaient bel et bien cette base économique et sociale : ils étaient les représentants et les interprètes des éléments bourgeois hostiles anciens (bourgeois infiltrés), et nouveaux (bureaucrates arrivistes et carriéristes recherchant les privilèges), auxquels les circonstances exceptionnelles de la Guerre d'extermination livrée par l'impérialisme allemand combinées à l'affaiblissement qualitatif du PCUS (b) qui perdit au cours de celle-ci des millions de ses meilleurs éléments, avaient permis de se développer largement au point d'en arriver à constituer une masse critique qui s'avéra capable de renverser le pouvoir prolétarien de l'intérieur.

Ce constat n'est à l'évidence pas partagé par notre "camarade" qui nie l'existence d'une nouvelle classe exploiteuse constituée dans l'URSS post-stalinienne.

« Quand à l'époque de Khrouchtchev, alors que la bourgeoisie avait été liquidée en tant que classe sociale puisque règne la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, proposer de s'inspirer de la NEP, c'était au contraire préparer l'offensive pour restaurer le capitalisme. Ce sera manifeste à l'époque de Gorbatchev quand la NEP deviendra le justificatif idéologique pour légaliser le commerce et les entreprises privées ».⁹

Ainsi, Khrouchtchev n'aurait fait que "préparer l'offensive" sur le plan idéologique, et Gorbatchev l'aurait poursuivi et exécuté dans la pratique... Mais jusqu'à la Perestroïka, en dépit des "défauts" apparus sous l'action des révisionnistes au pouvoir, l'URSS n'en serait pas moins fondamentalement restée un Etat socialiste. Telle est la théorie de notre "camarade".

Quant à nous, nous demandons (en matérialistes) si ce n'est pas plutôt l'offensive (matérielle et économique) de la nouvelle classe bourgeoise ayant accédé au pouvoir à la mort de Staline, qui a *précédé* et *accompagné* ces deux vagues d'offensives idéologiques qui ont abouti aux événements de 1991...

Nous demandons également si la première vague offensive – c'est-à-dire celle qui accompagna et suivit le 20^{ème} Congrès du PCUS –, fût autre chose que l'affirmation du pouvoir de la nouvelle classe exploiteuse qui s'était constituée au sein même de l'appareil du Parti et de l'Etat soviétique au gré des circonstances exceptionnelles terribles de la Grande Guerre patriotique.

Nous demandons finalement si la seconde vague offensive – celle de la fin des années 1980 –, était autre chose que la victoire de l'aile bourgeoise-compradore de cette nouvelle classe exploiteuse alors confrontée à une décomposition économique de plus en plus profonde et à une dépendance économique croissante vis-à-vis de ses concurrents impérialistes d'Occident ; en bref, la victoire d'une aile bourgeoise prête à liquider des branches d'industrie entières et l'indépendance économique de son pays, à briser les dernières chaînes dorées dans lesquelles elle maintenait son propre prolétariat, et enfin à accepter la dislocation de sa sphère d'influence coloniale contre des dollars sonnants et trébuchants.

A ces trois questions fondamentales, on ne peut évidemment, que répondre par la négative, et seuls des ennemis du communisme et de l'URSS, seuls des révisionnistes cherchant à revêtir l'habit du léninisme pour continuer à tromper les masses peuvent chercher à essayer de "prouver" le contraire... tout en prétendant chercher à découvrir la vérité sur ces tragiques événements !

Notre "camarade" ne manque certes pas – du moins en apparence –, de condamner le tournant khrouchtchévien de l'URSS. Pour lui, le PCUS post-stalinien « ignore théoriquement et pratiquement les contradictions du socialisme et le caractère dialectique de son développement ». ¹⁰ Il admet ainsi la « continuité de la lutte de classes sous le mode de production communiste » dans l'URSS des années 1930 – notre "camarade" affectionne décidément les cafouillages autour des questions de "modes de production"... –, et reproche à Khrouchtchev de « théoriser sur l'absence de contradictions antagoniques et l'absence de conflits dans la société soviétique ». ¹¹ Il reproche enfin aux khrouchtchéviens d'avoir proclamé « la fin de la lutte de classes » et l'avènement du « Parti du peuple entier ». ¹²

De cela, il tire la conclusion que ces théories ont ouvert la voie à l'extension du révisionnisme et à la préparation de la restauration du capitalisme. Il dénonce ainsi les ruptures « théoriques » des révisionnistes. ¹³ Comme on le voit, notre "camarade" détache ainsi la propagation des théories révisionnistes de la base matérielle qui les engendre, c'est-à-dire de l'existence d'une nouvelle classe exploiteuse. Pour lui, la contre-révolution dans le domaine idéologique précède et existe longtemps avant la contre-révolution victorieuse dans le domaine économique. On nous accordera que cette conception des choses, qui donne la primauté de la pensée sur la matière, n'est pas très matérialiste...

Quant à nous, nous estimons plutôt que ces théories révisionnistes relevaient d'une volonté de la nouvelle classe bourgeoise au pouvoir de mystifier le néo-prolétariat "soviétique" et de farder la nouvelle réalité sociale *bourgeoise* "soviétique"...

Lorsque les khrouchtchéviens proclament l'avènement de "l'Etat de tout le peuple" alors que le communisme n'est pas instauré, ils ne font rien d'autre que proclamer "l'extinction de la lutte de classes" afin de désarmer le néo-prolétariat soviétique pendant qu'eux-mêmes passent à l'offensive. La similitude est frappante avec l'Etat de notre "bon vieux" capitalisme "classique" qui, lui aussi, aime à l'occasion proclamer son caractère "démocratique pour tous" afin de faire croire au prolétariat qu'il n'a plus rien à conquérir puisqu'il a soi-disant conquis des droits politiques égaux vis-à-vis de ceux des classes exploiteuses... Quant aux droits économiques, ça, c'est une toute autre histoire !...

Décidemment, comme on le voit, notre "camarade" n'est pas plus heureux que ses prédécesseurs khrouchtchéviens : la méthode "dialectique" matérialiste qu'il invoque si souvent lui joue en effet de nombreux bien vilains tours !

La véritable dialectique matérialiste est évidemment toute autre que la caricature grossièrement idéaliste qu'en donne notre "camarade". Nous ne nions pas qu'il faille un processus d'accumulations quantitatives préalable, avant que ne se produise le saut qualitatif – que ce dernier soit progressif (lorsqu'il conduit à la révolution socialiste) ou régressif (lorsqu'il mène à la contre-révolution bourgeoise) –, mais nous ne le situons absolument pas ce processus d'accumulations quantitatives à la même époque que notre "camarade".

Pour notre "camarade", qui aime beaucoup parler de "dialectique", celle-ci se ramène à des accumulations quantitatives et le saut qualitatif ne vient que très, très, très tardivement...

« Notre problématique a montré que, dès les années 60, la classe bourgeoise renaît et bénéficie de solides positions économiques dans le pays ce qui, dialectique oblige, affaiblit d'autant ce qui reste de socialisme ».¹⁴

Pour dire vrai, ce qu'il prend pour des "restes de socialisme" – son cadavre devrions-nous dire –, ne sont pas des éléments de la structure – c'est-à-dire la base matérielle constituée par les rapports de production bourgeois restaurés –, mais des éléments hérités de l'ancienne superstructure : les fameux "acquis sociaux" ! Ainsi, ce saut qualitatif (pouvoir des travailleurs → pouvoir d'une bourgeoisie monopoliste d'Etat), a déjà eu lieu et il ne l'a même pas vu ! C'est en fait le second saut qualitatif (pouvoir d'une bourgeoisie monopoliste d'Etat → pouvoir d'une bourgeoisie compradore), qu'il a pris pour le premier !

Cette méprise l'autorise à nier le fait que le saut qualitatif de la restauration capitaliste se soit produit au tournant des années 1950. Pour lui, la restauration du capitalisme est ainsi conçue comme un phénomène d'accumulations quantitatives au cours de la période s'étendant des années 1950 jusqu'aux années 1980 incluses. Il situe donc ainsi "naturellement" le saut qualitatif en 1991.¹⁵

Or, bien que notre "camarade" fournisse des éléments prouvant que l'influence et les menées négatives des révisionnistes étaient déjà considérables au tournant des années 1950¹⁶ et annonçaient donc un saut qualitatif vraisemblablement imminent, il n'en affirme pas moins que « le vertige du succès et la perte de vigilance », « sources de l'apparition de phénomènes négatifs et morbides pour le socialisme » ne se faisaient alors sentir qu'« à une échelle encore très marginale ».¹⁷

Ce qui est véritablement morbide, "camarade" Sallé, c'est de passer sous silence le fait que les années s'étendant de l'immédiate après-guerre jusqu'au début des années 1950, furent le théâtre d'une très âpre lutte de classe au sein du PCUS (b) ! D'abord larvée et sous-terrainne, cette lutte apparût une première fois au grand jour au lendemain même de la guerre d'extermination dont fût victime l'URSS, avec la dénonciation de la voie de trahison des titistes yougoslaves et soviétiques qui leur étaient liés, ainsi que la mort "suspecte" de plusieurs dirigeants fidèles et éprouvés du PCUS (b), et enfin la vaste campagne antisioniste et anti-cosmopolite qui la suivit immédiatement.

Cette lutte culmina avec l'offensive des staliniens soviétiques qui parvinrent au tournant de 1952-1953 à évincer les éléments dégénérés de la direction à la suite d'une vaste campagne idéologique, puis s'acheva quelques mois plus tard avec la contre-offensive victorieuse de ces éléments qui, grâce à l'emploi des méthodes de conspirateurs et au soutien d'une fraction des hauts-cadres de l'Armée, parvinrent à se débarrasser dans la coulisse des derniers "vilains gêneurs", et en particulier de celui qui avait guidé trois décennies d'une glorieuse marche en avant vers le communisme et dont le nom faisait trembler les impérialistes de tous les pays...

Le XX^{ème} Congrès du PCUS, tenu en 1956, et le processus de déstalinisation qu'il amorça, ne firent que proclamer ouvertement la victoire (qui s'avéra hélas définitive) des forces contre-révolutionnaires.

Mais d'où vient donc cet aveuglement de notre "camarade" qui ne veut pas voir que le début de la déstalinisation démontre qu'un premier saut qualitatif – et en fait le plus capital en ce qui concerne la question qui nous intéresse, celle de la restauration du capitalisme –, avait déjà eu lieu ?

Il provient de ce que notre "camarade" minimise très fortement – pour ne pas dire passe complètement sous silence ... –, ce qui constitue en fait la principale source du danger de restauration capitaliste qui subsiste après l'instauration des rapports de production socialistes dans toute l'économie : le bureaucratisme et la recherche des privilèges. Un comble quand on prétend "découvrir" les causes de la reconstitution d'une nouvelle classe bourgeoise !

Pour Jean-Luc Sallé, le danger de restauration capitaliste est essentiellement « représenté par la liaison entre l'impérialisme international et les débris de la classe exploiteuse liquidée ». ¹⁸ Le danger constitué par le bureaucratisme est pour sa part évoqué du bout des lèvres, au détour d'une phrase, et à aucun moment il n'explique son fondement matériel.

Dans un pays comme l'URSS de la fin des années 1930, le secteur socialiste d'Etat embrasse toute l'industrie, le commerce, les transports et même une partie de l'agriculture. Le socialisme conduit donc à une centralisation sans précédent des moyens de production, et dans ces conditions, la tentation est grande pour les gestionnaires et les administrateurs de cette propriété sociale qui ne se sont pas encore affranchis de toutes les survivances du capitalisme qui persistent longtemps dans la conscience des hommes, de chercher à profiter de cette position privilégiée pour détourner à leur profit personnel une fraction du produit social...

Il n'est pas difficile de comprendre que de telles méthodes d'acquisition de ce produit social sont dans leur fondement parfaitement similaires à l'extorsion capitaliste du profit. Dans les deux cas en effet, une fraction du produit social ne revient ni directement, ni indirectement à ceux qui l'ont créé, mais est détournée par une classe qui profite de sa position privilégiée au sein des organismes dirigeants pour se l'accaparer.

Comment donc se préserver de ces phénomènes négatifs et de ce danger majeur ? La réponse nous a été donnée il y a longtemps déjà par Karl Marx.

« Précisément par l'exemple de la Commune [de Paris], Marx a montré que les titulaires des fonctions publiques cessent, en régime socialiste, d'être des « bureaucrates », des « fonctionnaires » au fur et à mesure que, sans parler de leur électivité, on établit en outre leur révocabilité à tout moment, qu'on réduit en outre leur traitement à un salaire moyen d'ouvrier, et qu'en plus on remplace les organismes parlementaires par des corps « agissants », « exécutifs et législatifs à la fois ». » ¹⁹

C'est en ayant en vue ces enseignements fondamentaux, qu'en 1927, dans son rapport au XV^e Congrès du PCUS (b), Staline reconnut qu'une partie des militants affectés à la lutte contre la bureaucratie, « tout en luttant contre la bureaucratie, se laissent parfois contaminer eux-mêmes par ce mal et le propagent dans les organisations du Parti ».

Pour Staline, la tentation bureaucratique était étroitement liée à l'existence de l'Etat, et ce phénomène se poursuivrait donc « à un degré plus ou moins fort » jusqu'à l'avènement du communisme. Staline recommandait comme meilleur moyen d'amputer cette tendance bureaucratique permanente d'accroître « l'activité des masses du Parti, en les faisant participer au règlement des questions de la direction du Parti et en perfectionnant systématiquement la démocratie à l'intérieur du Parti ». ²⁰

Contrôle du bas sur le haut, telle est donc la recette fondamentale des mécanismes de la lutte contre les éléments bourgeois dans les organes du pouvoir sous la dictature du prolétariat.

Staline avait encore tout ceci à l'esprit quand en 1937, à l'occasion d'un discours prononcé en tant que devant les électeurs de sa circonscription, il leur conseilla de se montrer toujours vigilants, de ne jamais laisser leurs élus devenir « libres » et « indépendants » d'eux, de ne jamais les laisser dévier impunément du droit chemin quitte à « s'empêtrer dans des machinations pas tout à fait recommandables » une fois les élections passées, comme c'est la norme dans les pays bourgeois.

C'est ainsi que Staline rappelait à ses camarades-électeurs que la constitution soviétique avait « promulgué une loi conférant aux électeurs le droit de rappeler avant terme ceux de leurs députés qui commencent à biaiser, à dévier de la bonne voie, à oublier leur dépendance vis-à-vis du peuple, vis-à-vis des électeurs ».

« Loi remarquable que celle-là, camarades. Le député doit savoir qu'il est le serviteur du peuple, son délégué envoyé au Soviet suprême, et il doit s'en tenir à la ligne qui lui a été tracée dans son mandat par le peuple. Si le député a dévié de son chemin, ses mandants ont le droit de demander de nouvelles élections et de blackbouler le député fourvoyé. (*Rires, applaudissements.*) Loi remarquable que celle-là. Mon conseil, conseil de candidat-député à ses électeurs, est qu'ils n'oublient pas ce droit, le droit qu'ils ont de rappeler avant terme les députés, de surveiller leurs députés, de les contrôler et, s'ils s'avisent de dévier de la bonne route, de les secouer de leurs épaules, d'exiger de nouvelles élections. Le gouvernement a le devoir de fixer de nouvelles élections. Mon conseil est de ne pas oublier cette loi et de s'en servir à l'occasion ».²¹

Il faut également rapprocher cet avertissement d'un autre avertissement que Staline lança à la même époque. Il suffit aujourd'hui de relire la conclusion du précis d'Histoire du PCUS (b) à l'aune de la contre-révolution bourgeoise-révisionniste victorieuse pour y voir l'avertissement *permanent* que Staline lançait à tous les membres du Parti :

« On peut reconnaître pour règle générale, dit le camarade Staline, qu'aussi longtemps que les bolcheviks conserveront leur liaison avec les grandes masses du peuple, ils seront invincibles. Et au contraire, il suffit que les bolcheviks se détachent des masses et rompent leur liaison avec elles, il suffit qu'ils se couvrent de la rouille bureaucratique, pour qu'ils perdent toute leur force et se transforment en une nullité ».²²

Comment donc notre "camarade" – qui disserte en long en large et en travers à propos des discours mystificateurs des révisionnistes soviétiques afin d'y dénicher les "preuves" que le socialisme n'avait alors pas été liquidé –, peut-il *complètement passer sous silence* ces enseignements capitaux livrés par les chefs du prolétariat international au sujet des conditions de la sauvegarde du caractère prolétarien du pouvoir d'Etat ? Eh bien tout simplement parce que ces avertissements répétés ne collent pas avec son interprétation très "particulière" de l'Histoire ! Nous connaissons maintenant la raison de l'aveuglement de notre "camarade" ! Reprenons donc ...

En URSS, l'accumulation quantitative d'éléments bourgeois au sein des organes de l'Etat, du Parti et de l'Armée a pu longtemps être évitée grâce à une vigilance révolutionnaire de tous les instants et à une participation directe des masses populaires aux mécanismes de contrôle sur les organes du pouvoir soviétique. Des éléments hostiles parvinrent certes de manière continue à pénétrer au sein de ces organes ou à en émerger spontanément au cours des années 1920-1930, mais ils en furent alors systématiquement ponctuellement épurés et ne purent ainsi jamais atteindre une masse critique représentant un danger pour le pouvoir de la dictature du prolétariat.

Mais la guerre d'extermination livrée par l'impérialisme allemand changea fondamentalement la donne. Elle força ces organes à mettre au second plan – si ce n'est à suspendre complètement –, la lutte contre les éléments bourgeois infiltrés et les bureaucrates dégénérés. Elle leur permit pendant plusieurs années de prospérer et de prendre une extension de plus en plus large au moment même où le PCUS (b) voyait disparaître brutalement et en masse de ses rangs ses meilleurs éléments, ses membres les plus fidèles et les plus dévoués à la cause du communisme. La situation exceptionnelle induite par la guerre conduisit à un affaiblissement sans précédent de la participation des larges masses populaires à l'administration du pays, et donc à un affaiblissement directement proportionnel de la lutte contre les éléments bourgeois dégénérés s'y infiltrant ou en émergeant spontanément. Cette situation conduisit donc à une accumulation quantitative accélérée de ces éléments hostiles à la dictature du prolétariat.

Dans ces conditions, la situation politique interne du PCUS (b) était grosse de dangers dans l'immédiate après-guerre. Ces éléments bureaucrates et carriéristes coupés des masses qui avaient pu prospérer librement sans être épurés, en étaient arrivés à représenter un seuil critique, et le saut qualitatif contre-révolutionnaire menaçait. A l'évidence, Staline avait pris conscience de ces dangers, de l'affaiblissement qualitatif du PCUS (b) et de la nécessité de combler rapidement ce vide en formant une nouvelle génération de bolchéviks – un souci dont témoignent de manière incontestable ses derniers écrits polémiques avec les théoriciens qui se faisaient les porte-paroles de ces tendances néo-bourgeoises, son implication dans la mise au point du *Manuel d'économie politique*, ainsi que son rôle dans la mise à l'écart des éléments révisionnistes et conciliateurs de la direction soviétique en décembre 1952.

Mais les menées et les intrigues sous-terraines de ces éléments néo-bourgeois dégénérés ne lui en laissèrent ni le temps ni la possibilité. Dans l'immédiate après-guerre, ces éléments avaient rapidement pris conscience que le rapport de forces avait évolué en leur faveur, et qu'ils avaient peut-être désormais la possibilité de se soustraire aux mécanismes de contrôle populaire, avec à la clef la promesse d'une vie plus paisible et la possibilité de pouvoir enfin rechercher des privilèges sans avoir à être inquiétés, sans avoir au dessus de sa tête la menace permanente du poing de la dictature du prolétariat. Telle est la base sociale fondamentale de la contre-révolution bourgeoise-khrouchtchéviennne qui triompha en URSS en 1953.

Dans le domaine de l'industrie, qui est dans sa totalité directement centralisée dans les mains de l'Etat, la seule prise de pouvoir de la nouvelle bourgeoisie constitua le saut qualitatif qui transforma la propriété du peuple tout entier en propriété capitaliste monopoliste d'Etat.

Mais cela ne suffisait pas aux nouveaux exploiters. Pour eux, les sommes colossales dépensées par l'Etat soviétique dans l'agriculture étaient une entrave à leur accumulation. L'Etat néo-bourgeois avait en effet hérité de la période socialiste la propriété des principaux moyens de production du secteur agricole – les stations de machines et tracteurs (SMT) étant simplement "louées" aux kolkhozes. La "réforme" des khrouchtchéviens ayant abouti à la vente des SMT aux kolkhozes en 1957 permit donc d'alléger un fardeau jugé bien trop lourd par la nouvelle bourgeoisie "soviétique".

Par cette "réforme", ce n'était pas seulement un recul en arrière "limité" – c'est-à-dire pouvant certes plonger l'agriculture soviétique dans de graves difficultés, sans que cela ne remette cependant en cause son caractère "socialiste" –, comme essaie de le faire croire notre "camarade" qui cite au passage Staline pour appuyer son argumentaire.²³ Staline parlait effectivement de l'éventualité d'une telle réforme comme d'une tentative « de faire tourner à rebours la roue de l'histoire », mais sans préciser davantage sa signification profonde, car ce débat était censé être clos depuis longtemps.

Rappelons que la propriété étatique sur les SMT était inscrite dans l'article n°6 de la nouvelle constitution de l'URSS adoptée en décembre 1936. Staline ne pensait alors certainement pas que son Parti avait dégénéré au point de pouvoir mettre en œuvre une telle "réforme" quelques années plus tard...²⁴

La vente des principaux moyens de production aux kolkhozes en 1957 ne pouvait signifier qu'une seule chose : la restauration du capitalisme dans l'agriculture sous la forme de fermes coopératives de type capitaliste, qui elles aussi possèdent en propre leur gros outillage. On peut ainsi affirmer que dès 1957, c'est la propriété socialiste dans son ensemble – dans l'industrie comme dans l'agriculture –, qui avait été liquidée par la nouvelle bourgeoisie monopoliste d'Etat.

Toutes les réformes ultérieures du "socialisme du marché" – à l'instar de la première d'entre elles, la réforme des sovnarkhozes de 1957, puis celle de Liberman-Trapeznikov-Kossyguine en 1965 –, ne viseront nullement à affaiblir la dictature du prolétariat (alors déjà liquidée !) et à préparer la restauration du capitalisme, comme l'affirme trompeusement notre "camarade".²⁵

Ces réformes viseront uniquement à rechercher les méthodes de gestions les plus efficaces, les plus capables de privilégier la croissance de la rentabilité des entreprises formant le secteur capitaliste monopoliste d'Etat, c'est-à-dire d'augmenter la masse des profit extorqués : autonomie de gestion visant à "stimuler les initiatives", recherche de la rentabilité financière immédiate maximale, abandon de la primauté de l'industrie de production des moyens de production au profit des branches de l'industrie légère à plus basse composition organique en Capital, etc.

Il est évident que ces méthodes ne sont que des *formes* de gestion dont l'importance est en réalité secondaire. Ces formes ne sauraient en effet éclipser leur fondement commun : un *contenu* bourgeois induit par l'existence d'une classe exploiteuse au sein même de l'appareil d'Etat et du Parti, c'est-à-dire une classe détenant simultanément le pouvoir économique et politique.

Evidemment, les capacités d'accumulation et plus encore la possibilité pour cette néo-bourgeoisie de "jouir" du profit qu'elle avait extorqué étaient limitées – relativement à celles de son homologue des pays impérialistes d'Occident.

Sa capacité à détourner à son profit le produit social était donc relativement restreinte, d'autant plus qu'elle ne pouvait s'afficher trop sensiblement dans le luxe sans avoir à craindre de se démasquer immédiatement aux yeux des masses populaires. Ce sont ces "limitations" qui détermineront l'extension de plus en plus large de la corruption et du marché noir, dont notre "camarade" fournit d'ailleurs des exemples prouvant qu'ils avaient pris de vastes proportions : « l'économie informelle » représente ainsi autour de 10 % du PIB "soviétique" à la fin des années 1960, et près du tiers du chiffre d'affaires du secteur capitaliste monopoliste d'Etat vers 1985.²⁶

Mais ces méthodes parallèles et sous-terraines assez "artisanales" ne permettaient alors pas une accumulation individuelle assez rapide. Dans ces conditions, une fraction de cette bourgeoisie confrontée à la crise de stagnation économique des années 1970-1980 se décidera à... brader la propriété capitaliste monopoliste d'Etat afin de renouer résolument avec les profits tout en réalisant au passage une accumulation primitive foudroyante pour quelques individus bien placés... L'intelligentsia néo-bourgeoise privilégiée qui rêvait depuis longtemps d'accéder au mode de vie de la grande bourgeoisie occidentale pût alors être comblée et les chantres de la "fin de l'Histoire" en profitèrent pour se déchaîner et déclarer la mort clinique d'un "communisme" qui avait soi-disant irrémédiablement échoué...

Dans ces conditions, il est évidemment de la plus haute importance de comprendre que la répartition du produit du travail dans la société "soviétique" post-stalinienne – c'est-à-dire du profit extorqué par la nouvelle classe exploiteuse –, n'avait rien en commun avec le socialisme et reflétait indéniablement la restauration de l'exploitation du travail du néo-prolétariat "soviétique", en bref, de montrer que la mort de l'URSS ne signifiait pas la mort du socialisme soviétique, mais celle du social-impérialisme soviétique qui lui avait succédé près de quatre décennies auparavant.

Notre "camarade" reconnaît certes la nature "inégalitaire" de la répartition des primes d'intéressement aux bénéficiaires sous le pouvoir révisionniste-bourgeois – « le directeur et les cadres dirigeants percevaient selon les estimations, de 30 à 60 % du montant des primes » –,²⁷ mais il s'empresse d'en minimiser l'ampleur et d'en passer sous silence la signification profonde ! Et pourquoi donc, "camarade" Sallé, n'avoir parlé que des primes – encore que très superficiellement –, et non pas également de l'échelle de base des salaires ?

Nous allons de suite répondre à cette question et combler ces lacunes de notre "camarade" ! Une étude publiée par le PTA en 1982 souligna de manière équivoque le caractère bourgeois de la répartition du produit du travail dans l'URSS post-stalinienne. Selon cette étude, on pouvait déduire de sources soviétiques que le rapport entre les plus bas et les plus hauts salaires au sein des entreprises industrielles étaient de près de 1 pour 11 ! Et à cela, il fallait ajouter le fossé encore plus grand en ce qui concerne la distribution des bénéficiaires et le partage des primes :

« Du point de vue de la structure sociale, le personnel de l'industrie soviétique comprend 4 % d'administrateurs et 96 % d'ouvriers. Quant à la répartition des fonds des stimulants matériels dans cette branche fondamentale de l'économie, les statistiques officielles indiquent que les administrateurs capitalistes de la production s'approprient 49,3 % des gratifications, le reste, soit 50,7 %, « étant distribué aux ouvriers ». (*Sovietskaia Ekonomitcheskaja Reformu : Prodvijenie, Probleme*, p. 197.) Ces faits prouvent que "la part du lion" revient aux représentants de la bourgeoisie révisionniste soviétique qui, investis du pouvoir d'Etat, sont en réalité les dirigeants effectifs de la production. Selon les statistiques susmentionnées, 1 % du personnel des entreprises soviétiques, investi de fonctions d'Etat (c'est-à-dire les gestionnaires capitalistes) reçoit 12,3 % des gratifications, alors que le personnel privé de ce pouvoir, comme c'est le cas du prolétariat soviétique, n'en reçoit que 0,5 %, soit 25 fois moins. Il n'y a aucun doute que la grande bourgeoisie au pouvoir, tout comme la bourgeoisie occidentale, nourrit de ses "miettes" l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier ».²⁸

A la même époque, en Albanie socialiste, l'amplitude entre les plus bas et les plus hauts salaires – c'est à dire entre la rémunération d'un paysan coopéré et celle d'un ministre –, variait dans un rapport de 1 à 2 !

Il n'est ainsi pas difficile de comprendre, contrairement à ce qu'affirme notre "camarade",²⁹ que la persistance « d'acquis sociaux » hérités de la période socialiste et même de « hausses de salaires » ponctuelles ne constituaient dans ce cadre aucunement des preuves que les rapports de production socialistes perduraient fondamentalement dans la société "soviétique" post-stalinienne.

Nous en voulons pour illustration le fait que le prolétariat chinois voit ainsi aujourd'hui sa bourgeoisie lui accorder de plus en plus volontiers des "chaînes dorées" de cette sorte, parce que cela est aujourd'hui dans l'intérêt de l'impérialisme chinois qui voit le rapport de forces inter-impérialistes se modifier rapidement en sa faveur et que sa situation économique relativement confortable (par rapport à celle de ses concurrents) le lui permet.

N'ayant rien compris à la nouvelle réalité sociale *bourgeoise* de l'URSS post-stalinienne, notre "camarade" n'est pas plus heureux en ce qui concerne l'analyse des relations internationales qu'il expédie d'ailleurs très rapidement... Il reconnaît certes que la conception khrouchtchévienne de la « coexistence pacifique » représentait une « déviation » par rapport à la conception léniniste-stalinienne de ce problème.³⁰ Mais pas la moindre mention des premières manifestations de la politique coloniale agressive de du social-impérialisme soviétique dans sa sphère d'influence privilégié – répression armée des éléments bourgeois-compradore pro-occidentaux en Hongrie (1956), puis en Tchécoslovaquie (1968) –, ainsi que de l'instrumentalisation de luttes armées de libération nationale dans la sphère d'influence de ses concurrents occidentaux. De ces faits, il n'en conclut nullement que l'URSS s'était alors transformée en une nouvelle puissance impérialiste – un impérialisme de premier ordre, capable de rivaliser avec l'impérialisme américain –, une puissance qui balancera désormais entre la volonté de coopérer et de rechercher des compromis visant à se mettre d'accord sur le partage des sphères d'influence, et sa rivalité avec un bloc impérialiste occidental au final assez peu disposé à de tels compromis...

Enfin, notre "camarade" n'est pas plus chanceux en ce qui concerne son "analyse" de la signification du triomphe de la ligne prônée par Gorbatchev.³¹ Selon lui, c'est Gorbatchev qui liquida le socialisme qui avait continué d'exister jusqu'alors en dépit du fait que toutes les tares de la société bourgeoise s'y manifestaient déjà avec force...

Notre conception du tournant gorbatchévien est toute autre. La stagnation économique servit de prétexte aux gorbatchéviens pour démanteler le social-impérialisme soviétique au profit de son principal concurrent – l'impérialisme américain –, sous le slogan doublement mystificateur d'extension de la "démocratie" et de la "transparence", qu'il fallait alors opposer aux méthodes "bureaucratiques" et "autoritaires" de l'aile impérialiste de la néo-bourgeoisie monopoliste d'Etat. Les méthodes de cette dernière étaient alors jugées responsables de la décomposition économique de plus en plus patente, et comme ces méthodes étaient de tendance "centralisatrices" on les assimila mensongèrement à celles de la période stalinienne. Avaliser cette comparaison, c'est comme si l'on disait du keynésianisme qu'il est l'équivalent de la planification socialiste...

Si notre "camarade" s'était attardé un peu sur la très riche expérience de lutte anti-révissionniste accumulée par le PTA d'Enver Hoxha – dont il liquide pourtant les enseignements fondamentaux en quelques lignes en les caricaturant éhontément –, il ne se serait pas échoué sur cet écueil !³²

Notre "camarade" rejette donc les analyses qui aboutissent à qualifier l'URSS post-stalinienne « d'Etat social-impérialiste » et le PCUS de « parti fasciste ».³³ Pour lui, « cette théorie curieusement ignore les contradictions de classes dans la société soviétique comme l'existence de résistances au révissionnisme et aux réformes » et parce que, « pas plus qu'il n'y a de mode de production socialiste (c'est seulement la première phase du communisme) il n'y a pas un mode de production spécifique social-impérialiste où une nouvelle classe serait propriétaire des moyens de production : « la bourgeoisie bureaucratique monopoliste d'Etat » qui aurait été installée par la réforme de Liberman-Trapeznikov-Kossyguine en 1965 ». ³⁴

L'argumentaire de notre "camarade" appelle plusieurs remarques :

1° Contrairement à ce qu'il affirme un peu plus haut, les analyses réalisées par le PTA sur la réalité sociale *bourgeoise* de l'URSS post-stalinienne ne prétendaient pas à l'exhaustivité, mais seulement à donner les traits les plus fondamentaux de la contre-révolution bourgeoise et de ses conséquences.

2° Contrairement à ce qu'il affirme, ces analyses n'ignoraient pas les contradictions de classes, puisqu'elles insistaient même sur le caractère antagoniste de celles-ci dans le cadre du capitalisme restauré. Ce qui est certain, par contre, c'est que notre "camarade" ignore les contradictions de classes qui peuvent traverser

une même classe sociale, à l'instar de la bourgeoisie qui peut couramment se diviser en plusieurs ailes : impérialiste et comprador. Or c'est justement ces contradictions internes à la classe néo-bourgeoise "soviétique" qui permettent de comprendre scientifiquement les événements de 1985-1991.

3° Les marxistes-léninistes n'ont jamais affirmé que la naissance de la bourgeoisie monopoliste d'Etat "soviétique" datait de la réforme de 1965. Ils ont au contraire toujours affirmé que sa victoire remontait à la prise de pouvoir des khrouchtchéviens. Notre "camarade" nous offre donc encore ici une falsification grossière des positions des véritables marxistes-léninistes, c'est-à-dire de ceux qui n'attendent pas (comme lui) l'année 1991 pour se réveiller...

4° Notre "camarade" est à l'évidence fâché avec le concept de social-impérialisme qu'il falsifie encore plus grossièrement. Pour "prouver" l'inexistence du « mode de production social-impérialiste », notre "camarade" embrouille la question en mélangeant structure et superstructure. Clarifions donc les choses.

L'époque moderne est caractérisée par le passage du mode de production capitaliste au mode de production communiste. Chacun de ces modes de production possède plusieurs stades, selon son niveau de développement notamment. Le mode de production capitaliste (basé sur la propriété privée des moyens de production) comprend ainsi le stade pré-monopoliste et le stade monopoliste, c'est-à-dire impérialiste.

De même, le mode de production communiste (basé sur la propriété collective des moyens de production) compte deux stades fondamentaux : le stade inférieur socialiste, où la propriété socialiste peut ne pas encore embrasser tout le tissu économique et où peuvent persister des couches petite-bourgeoises, et le stade supérieur, celui du communisme, où la propriété sociale a atteint son stade supérieur dans toute l'économie et où n'existent plus de classes sociales distinctes.

Sous le capitalisme, et durant la phase de transition au communisme, existe l'Etat, instrument aux mains de la classe détenant les moyens de production. Sous le capitalisme, il sert à réprimer les travailleurs et à perpétuer l'esclavage salarié. Sous le socialisme, il sert à consolider le pouvoir des travailleurs et à briser la résistance opposée par les anciennes classes exploiteuses et leurs débris.

Dans un système comme dans l'autre la démocratie revêt toujours un caractère de classe et exclut de sa sphère d'action soit les exploités (sous le capitalisme), soit les anciens exploités (sous le socialisme). Ce n'est ainsi jamais une démocratie "pure", pour tous.

Contrairement à ce que notre "camarade" affirme, le social-impérialisme existe donc bel et bien. Il s'agit seulement d'un capitalisme monopoliste d'Etat "classique" maquillé d'une phraséologie pseudo-marxiste : "socialiste" en paroles, impérialiste dans les faits !

Ce social-impérialisme émerge à la suite de la constitution d'une nouvelle classe exploiteuse au sein même des organismes économiques et politiques dirigeants. A l'instar de notre capitalisme, il peut revêtir simultanément plusieurs visages : celui de la démocratie – notamment à l'égard de ses exploités indigènes lorsqu'ils bénéficient de "chaînes dorées" les aidant à accepter le joug de l'esclavage –, et celui de la dictature fasciste et terroriste ouverte du Capital, quand il lui faut réprimer la résistance et les aspirations des exploités et des peuples opprimés.

Voilà qui tranche avec les positions défendues par notre "camarade"...

Pourquoi donc combat-il avec autant d'acharnement les enseignements issus de la lutte de principe inflexible menée par le PTA pour démasquer la néo-bourgeoisie "soviétique" et les conséquences de son arrivée au pouvoir ? Parce que les marxistes-léninistes albanais brisèrent sans retour la démagogie des révisionnistes soviétiques, les dénoncèrent en tant que représentants d'une nouvelle classe exploiteuse, et parce que leur contribution à la résolution de la question fondamentale des causes et des conséquences de la contre-révolution bourgeoise en URSS dépasse de très, très, très loin celle de notre "camarade"...

Pour le prouver, il nous suffira de citer quelques réflexions d'Enver Hoxha datant de janvier 1973, c'est-à-dire faites à un moment où le social-impérialisme soviétique commençait à peine à s'enfoncer dans une période durable de profonde stagnation économique.³⁵

Après avoir rappelé les liens de plus en plus étroits que nouait alors le social-impérialisme soviétique – alors confronté à une crise économique et sociale de plus en plus aigüe –, avec son partenaire-concurrent américain et avoir décrit la dernière visite de Brejnev à Washington comme une façon d'aller y « mendier des dollars » et d'acquérir la « technologie avancée américaine », Enver Hoxha en vint à conclure que

«... l'entrée de capitaux américains en Union soviétique aura pour effet d'éliminer rapidement les moindres vestiges des victoires de la grande Révolution socialiste d'Octobre, elle aura pour effet de désagréger l'Union soviétique en tant qu'union de républiques. C'est là le but de l'impérialisme américain : démanteler l'Union soviétique en tant que dangereuse puissance capitaliste rivale. (...) L'Union soviétique a été vendue aux Etats-Unis. Demain leurs successeurs démantèleront aussi l'Union soviétique en tant qu'État ».³⁶

Voilà le point de vue conséquent, marxiste-léniniste, sur les événements qui survinrent pourtant près de deux décennies plus tard, en 1991 !... Et aujourd'hui, plus de deux décennies après ces événements, il se trouve encore des "marxistes-léninistes" pour combattre ce point de vue et propager leurs interprétations subjectives et idéalistes ! Et ce avec des méthodes franchement détestables – de toute évidence empruntées à l'arsenal bourgeois –, celles des omissions, des falsifications et des calomnies délibérées...

Ainsi, contrairement à ce que s'imagine notre "camarade", affirmer que l'URSS post-stalinienne n'avait plus rien de socialiste – sinon le nom –, n'a rien à voir avec le trotskisme. Ayant échoué à rallier à ses thèses les membres du PCUS (b), Trotski prenait prétexte du danger permanent (au demeurant bien réel) du développement des éléments bureaucrates au sein des organismes dirigeants, pour faire croire que les éléments bureaucrates avaient déjà triomphé sous la direction de Staline. Or le développement économique impétueux et harmonieux de l'URSS, alors seul pays au monde à ne pas subir le contrecoup de la Grande Dépression, suffit à prouver que les rapports de production socialistes y dominaient alors et constitue donc à lui seul un cinglant démenti à la soi-disant victoire de la bureaucratie stalinienne. On ne peut évidemment en dire autant de l'URSS post-stalinienne...

Sous couvert de lutter contre le trotskisme, notre "camarade" nie donc – ou du moins amoindrit très fortement –, le danger de dégénérescence bureaucratique comme principale source de danger de constitution d'une nouvelle classe exploiteuse dans un pays socialiste où n'existe plus de classe exploiteuse constituée. On voit bien que cette position aboutit en fait à jeter le discrédit sur les staliniens, et ainsi à donner des armes au trotskisme en lui permettant de se renforcer...

A la vue de ce triste constat, nous nous demandons :

S'il est si difficile à concevoir que sous le socialisme, l'Etat et le Parti communiste soient les lieux où se manifestent le plus âprement la lutte des classes une fois les classes sociales exploiteuses liquidées, et que les éléments bourgeois hostiles chercheront à s'en emparer à n'importe quel prix – qu'il s'agisse d'anciens débris revanchards infiltrés de l'ordre ancien ou d'éléments bureaucrates et carriéristes nouveaux aspirant à profiter de leur position privilégiée pour acquérir de nouveaux privilèges...

S'il est si difficile de concevoir le fait que dans un pays socialiste où l'industrie se trouve entièrement socialisée dans les mains de l'Etat, la constitution d'une nouvelle classe bourgeoise au sein même de l'appareil de l'Etat et du Parti ne puisse conduire à autre chose qu'au rétablissement immédiat du capitalisme sous la forme d'un capitalisme monopoliste d'Etat...

S'il est si difficile de concevoir que la forme, en apparence préservée de la propriété sociale des moyens de production – mais en apparence seulement ! –, serve alors en fait au nouveaux exploités à masquer son nouveau contenu *bourgeois*, et que la propriété étatisée soit alors du même type que celle du secteur "public" des pays capitalistes traditionnels...

S'il est si difficile de concevoir que dès lors qu'elle accède au pouvoir et parvient à s'affranchir des mécanismes de contrôle populaire qui constituent le fondement essentiel de l'Etat de dictature du prolétariat, le pouvoir de la nouvelle bourgeoisie nomenclaturiste aboutisse à la transformation de l'Etat en un Etat bourgeois des plus classiques et que l'Etat devienne alors un instrument de mystification, d'oppression et de répression orienté contre les travailleurs et leurs intérêts...

S'il est si difficile de concevoir que la seule chose qui restait alors du "socialisme" dans l'URSS social-impérialiste se ramenait alors à des "acquis sociaux" – au demeurant guère plus "socialistes" que ceux qu'accordent temporairement les Etats impérialistes dominants à leur exploités "privilégiés" au cours des périodes de relative prospérité économique – c'est-à-dire des chaînes dorées grâce auxquelles les exploités achètent la paix sociale –, et que la nouvelle classe exploiteuse monopoliste d'Etat "soviétique" ne put maintenir qu'aussi longtemps que l'économie du pays ne connût pas de crise économique majeure...

S'il est si difficile de concevoir que ce que notre "camarade" prend pour des indices d'un processus "progressif" de restauration du capitalisme, c'est-à-dire les diverses "réformes économiques" mises en place successivement par les révisionnistes au pouvoir – "réformes" qu'il énumère et analyse aussi mécaniquement que superficiellement –, n'étaient rien d'autres que des oppositions et des rivalités internes à la bourgeoisie portant sur les formes de gestion de la propriété d'Etat, c'est-à-dire sur la question de savoir de quelle façon cette nouvelle propriété bourgeoise sera administrée : par exemple soit d'une façon centralisée, soit d'une façon décentralisée...

S'il est si difficile de comprendre que cette opposition est identique dans son fondement à celle que l'on observe dans n'importe quel pays bourgeois où les différentes franges de la bourgeoisie s'opposent également parfois afin de savoir laquelle de ces méthodes de gestion donnera les meilleurs résultats : "Nationalisation ou privatisation" ? "Centralisation ou décentralisation" ? La réponse varie alors évidemment selon la dynamique économique du moment et les exigences qu'imposent la concurrence livrée par les autres pays bourgeois mais ne saurait cacher ce fait fondamental qu'une fraction du produit du travail social est détournée pour le plus grand profit de la classe exploiteuse... Ainsi, le relatif centralisme d'Etat de l'ère Brejnev incarnait la volonté du social-impérialisme soviétique de créer des monopoles "champions", capables de rivaliser avec ceux de l'impérialisme américain, tandis que la politique de décentralisation prônée par Gorbatchev préparait leur liquidation et s'apprêtait à prendre acte de leur défaite de plus en plus patente, après plus de quinze années de complète stagnation économique...

S'il est si difficile de comprendre que dans les conditions du capitalisme restauré se soient manifestées toutes les tares de la société bourgeoise (chômage, anarchie économique, corruption, marché noir, exacerbation du nationalisme et du séparatisme, etc.), manifestations négatives dont notre "camarade" prend d'ailleurs quelques exemples pour en faire des indices de la restauration capitaliste "menaçante", alors que celle-ci avait déjà été accomplie et qu'elles en étaient le résultat "éclatant"...

S'il est enfin si difficile de comprendre que les événements qui se déroulèrent au cours de la période 1985-1991 n'avaient *strictement rien à voir* avec le processus de restauration du capitalisme – le socialisme ayant été alors liquidé depuis belle lurette –, mais signifiaient "seulement" la victoire de l'aile bourgeoise-compradore de la bourgeoisie monopoliste d'Etat "soviétique", prête à vendre (ou disons plus justement à brader) ce qui restait de l'indépendance nationale du social-impérialisme soviétique et même à prendre acte de la dislocation de sa sphère d'influence la plus proche en sacrifiant au passage ce qui restait des "acquis sociaux" du prolétariat "soviétique" dont l'entretien était devenu un luxe hors de prix que les classes exploiteuses ne pouvaient d'ailleurs plus se permettre de continuer à financer ? C'est aussi ridicule, déplacé et mystificateur que si, au milieu des plans d'austérité aujourd'hui en vogue dans les pays impérialistes en voie de déclassement, on en venait à crier à la "restauration du capitalisme" !...

En d'autres termes – et pour conclure –, nous nous demandons s'il est si difficile de comprendre que *toutes* les conceptions et les interprétations fumeuses de notre "camarade" n'ont *absolument rien de commun* avec la conception matérialiste-dialectique du monde ?

Nous voulons bien admettre que dans le cours des événements, à l'époque, tout ce que nous avons énuméré pouvait peut-être ne pas apparaître évident à concevoir, d'autant que l'opposition inconséquente du Parti Communiste chinois – lui aussi alors victime du révisionnisme –, contribua à semer le trouble, en particulier à un moment où les révisionnistes soviétiques feignaient encore de se référer au léninisme afin de mystifier le néo-prolétariat soviétique et de l'empêcher de relever le drapeau du stalinisme pour se dresser dans la lutte visant à se débarrasser de ces nouveaux exploités.

Mais depuis 1991 – date à laquelle l'aile compradore de la bourgeoisie "soviétique" jeta par dessus bord la phraséologie "marxisante" dont avait usé la nouvelle classe exploiteuse lorsqu'elle s'empara du pouvoir et commença à détourner à son profit la propriété étatique –, et plus de six décennies après ces tragiques événements, s'obstiner à ne pas vouloir comprendre tout cela, c'est s'obstiner à *ne rien vouloir comprendre* ni de la période de transition conduisant au communisme, ni du danger permanent qui menacera toute nouvelle révolution socialiste aussi longtemps que la bourgeoisie mondiale n'aura pas été liquidée et que l'Etat n'aura pas disparu en tant qu'organe de répression de la résistance des débris des classes exploiteuses déchues ou aspirant à se reconstituer.

Comme on le voit, aussi longtemps que notre "camarade" reste sur les sentiers rebattus bien balisés, c'est-à-dire qu'il traite des aspects fondamentaux de la politique soviétique d'industrialisation et de collectivisation – politique dont la frange la plus éclairée de la bourgeoisie reconnaît d'ailleurs elle-même certains mérites, à l'instar de l'actuel président russe confronté à une inquiétante et grandissante nostalgie des masses populaires pour tout ce qui rappelle l'URSS et en particulier la période stalinienne –, "tout va bien". Mais dès qu'il sort des sentiers battus et qu'il touche à des points sensibles falsifiés pendant des décennies par les révisionnistes (NEP, restauration du capitalisme, etc.), les choses se corsent et il s'égaré invariablement dans des divagations et des délires idéalistes et anti-matérialistes... qui ne contribuent guère à éclaircir la question fondamentale relative à la restauration du capitalisme en URSS, bien au contraire !

Comme nous l'avons montré, notre "camarade" cherche à en imposer avec ses grandes phrases creuses et obscures sur les "rapports de production" ainsi que ses interprétations très particulières de la "loi de la valeur" et de la "dialectique"... En vérité, il feint de défendre Staline, mais combat en fait l'héritage légué dans ses derniers écrits, à un moment où la guerre interne faisait rage dans le PCUS (b) entre les éléments marxistes-léninistes et les éléments révisionnistes aspirant à prendre le pouvoir et à détruire la dictature du prolétariat. Tout l'argumentaire de notre "camarade" conduit en fait à minimiser la signification et la portée de l'arrivée au pouvoir des khrouchtchéviens, ainsi qu'à faire passer leurs "réformes économiques" – qui ne reflétaient que des contradictions de classe internes à cette néo-bourgeoisie –, pour un lent et graduel processus de restauration du capitalisme...

Ainsi se trouvent amnistiés tous les vieux révisionnistes qui non content de n'avoir rien vu venir plusieurs décennies durant, sont toujours incapables d'ouvrir les yeux. "Vous avez eu raison de défendre l'URSS social-impérialiste", voilà donc à quoi se résume la conclusion de notre "camarade". C'est certes très commode parce que cela dispense d'avoir à faire son auto-critique, mais ce n'est pas comme ça qu'on parviendra à faire renaître un authentique mouvement marxiste-léniniste...

Pour synthétiser, toutes ces interprétations partielles et frauduleuses du processus de restauration du capitalisme en URSS ainsi que de ses conséquences ultérieures – la lente désagrégation d'un puissant Etat social-impérialiste multinational, puis sa liquidation –, découlent en droite ligne de l'héritage thorézien-marchaisien d'extrême indigence théorique et de rabâchage dogmatique et superficiel de références "marxistes-léninistes" sans vie, car détachées de l'analyse matérialiste-dialectique concrète.

Voilà pour la bien piètre "contribution" offerte par le "camarade" Sallé sur la question des causes et des conséquences de la restauration du capitalisme en URSS !

Quant à nous, nous posons une autre question toute aussi fondamentale : de qui ces élucubrations et ce magistral embrouillaminis font-ils le jeu, si ce n'est de la bourgeoisie qui a tout intérêt à voir continuer à se perpétuer la gigantesque entreprise de mystification de ses esclaves ?!

Qu'advierait-il donc des exploités si tout-à-coup – alors même que toute une série de pays impérialistes en voie de déclin sont en proie à une crise économique, sociale et politique de plus en plus profonde et d'une ampleur inédite depuis huit décennies –, qu'advierait-il donc si l'horizon idéologique des exploités venait à se dégager et qu'ils commençaient à comprendre leur histoire et leur héritage, et ainsi à reprendre confiance dans leur avenir révolutionnaire ? Sans-aucun doute, la bourgeoisie internationale commencerait alors à se faire de nouveau du mauvais sang ! ...

Issu du P"C"F, notre "camarade" nous prouve qu'il est *très loin* d'avoir rompu idéologiquement avec lui. Il a en effet en commun avec lui la même pratique social-réformiste et syndicaliste (de collaboration de classe). Et c'est ce legs négatif, cet amoncellement de préjugés petit-bourgeois, qu'il essaie d'accommoder avec le stalinisme dont il a fait une acquisition très superficielle et incomplète : de toute évidence, il s'est arrêté à mi-chemin entre le social-démocratie et le marxisme-léninisme... Le compte n'y est pas... et le saut qualitatif non plus !

La bourgeoisie internationale a évidemment un intérêt fondamental à maintenir les mystifications que s'obstinent à colporter les "marxistes-léninistes" du type de Jean-Luc Sallé. Ces mystifications interdisent en effet aux esclaves salariés de comprendre leur Histoire ainsi que les moyens de combattre le monde hostile qui les entoure, elles les privent de la lumière susceptible d'éclairer le chemin obscur et tortueux qu'ils auront à suivre pour se libérer des chaînes de l'exploitation capitaliste.

L'URSS post-stalinienne n'était pas davantage "socialiste" que l'impérialisme chinois, pourtant aujourd'hui toujours qualifié de "socialiste" et officiellement dirigé par un "Parti communiste" ! Telle est la vérité que doit s'assimiler et propager tout communiste conscient ! Voilà pour ce qui est des soi-disant "Amis de l'URSS" qui ne sont en fait *rien d'autre*... que les héritiers directs des fossoyeurs de la première patrie qu'eût le prolétariat international ! En vérité, des "camarades" de cette sorte ne sont rien d'autre que le *dernier rempart* et les *plus précieux auxiliaires* de l'ordre bourgeois dont l'intérêt fondamental est que la lumière ne puisse jamais être faite autour de cette question d'importance vitale pour la renaissance d'un véritable mouvement communiste révolutionnaire international.

Que dire d'autre en conclusion, si ce n'est que ces "camarades" nous offrent une nouvelle illustration de la vitalité de la conception matérialiste-dialectique du monde : « Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience »...

Petit-bourgeois dans leur existence sociale, les chefaillons "marxistes-léninistes" du type de Jean-Luc Sallé le sont également dans leur conscience. Cela nécessite en effet un prodigieux effort pour s'arracher aux puissants préjugés petit-bourgeois que cultivent non seulement quotidiennement les médias bourgeois, mais qui s'enracinent également profondément et se nourrissent quotidiennement du milieu social auquel on appartient. Aller à contre-courant de ces entraves matérielles et idéologiques n'est évidemment pas à la portée de tout le monde, et visiblement pas à la portée de notre "camarade" ! ...

Il faut dire que cela n'est peut-être pas non plus dans son intérêt *matériel*, à l'instar d'autres soi-disant "défenseurs" du monde du Travail : De même que l'Etat bourgeois a ses députés et ses sénateurs grassement payés pour exécuter leurs basses besognes dans la coulisse en collusion avec les hommes du grand Capital, de même le monde du travail a ses postes confortables de permanents syndicaux censés jouer la médiation entre les travailleurs et leurs patrons...

Avouons-le tout de suite, le titre que nous avons choisi pour notre critique est inspiré d'un important ouvrage écrit par Lénine à la fin du 19^{ème} siècle. A une époque où le mouvement marxiste russe se résumait à des cercles clandestins dispersés, Lénine y défendit les principes fondamentaux du matérialisme dialectique appliqué à l'examen de la situation et des perspectives qui s'offraient au mouvement communiste révolutionnaire naissant de la Russie tsariste. Il se dressa ainsi dans cet ouvrage contre les Narodniks qui s'accommodaient assez bien du régime tsariste et se faisaient les chantres des koulaks dont ils vantaient les mérites. Cette œuvre majeure fût l'une de celles qui posèrent les bases idéologiques solides qui pavèrent la voie qui mènera deux décennies plus tard à la grande Révolution d'Octobre.

Bien sûr, notre situation économique, sociale et politique intérieure comme internationale diffère sensiblement de celle de Lénine sur bien des points, mais nous n'en prétendons pas moins être ses fidèles héritiers. De plus, en dépit de différences d'importance secondaire, notre situation présente des similitudes majeures avec celle qu'eût à résoudre Lénine : la domination du capitalisme à une échelle mondiale, un mouvement ouvrier extrêmement faible et divisé, ainsi qu'un processus d'intense différenciation sociale et économique qui s'opère aussi bien dans le cadre national qu'international et dont les contradictions croissantes sont porteuses de la promesse de futurs sauts qualitatifs.

L'époque actuelle comporte également ses "Narodniks", c'est-à-dire ses éléments petit-bourgeois balançant constamment entre d'une part leur "tolérance" vis-à-vis de l'ordre bourgeois en place et d'autre part la protestation contre ses manifestations les plus dégradantes et "excessives". Nos Narodniks naissent aujourd'hui du terreau fertile – ou devrions-nous plutôt dire s'épanouissent sur le fumier en décomposition –, de larges masses petite-bourgeoises longtemps privilégiées et dont les plans d'austérité successifs provoquent la décomposition et le déclassement croissants.

Décus par le capitalisme – dont ils se sont d'ailleurs plusieurs décennies durant assez bien accommodés –, ces éléments sont aujourd'hui de plus en plus attaqués et poussés dans leurs derniers retranchements par leur bourgeoisie passée à l'offensive, car bien déterminée à revenir sur un maximum de ses concessions passées pour regagner en productivité et affronter une concurrence inter-impérialiste de plus en plus acharnée à mesure que la crise de déclassement d'impérialismes majeurs s'approfondit.

Nos Narodniks modernes recrutent ainsi essentiellement parmi les fonctionnaires privilégiés ainsi qu'au sein des bureaucraties syndicales que le Capital lui-même aida à établir afin de donner le change à ses esclaves et dans le but de leur faire croire à l'existence d'un "dialogue social" avec des "partenaires sociaux" censés les représenter. Aujourd'hui, les permanents syndicaux n'ont "hélas" (du moins pour eux et l'ordre bourgeois...) plus grand chose à faire offrir ni même à faire miroiter à ceux qu'ils sont censés représenter.

Ainsi, à mesure que le Capital multiplie ses attaques contre le Travail (éducation, santé, retraite, flexibilité du travail, etc.), ces permanents syndicaux voient leur visage d'auxiliaires du Capital se découvrir toujours davantage. Il rechignent ou grognent encore certes parfois, font même à l'occasion semblant de vouloir mordre la main qui les nourrit, puis rentrent docilement dans leur niche en présentant la contre-concession, même la plus minime et la plus insignifiante, comme une "victoire". C'en est effectivement une, puisque qu'elle leur permet de continuer à occuper leurs précieux et confortables fauteuils de permanents syndicaux, mais pour les larges masses exploitées, cette "victoire" n'a pas le même goût. En effet, pendant ce temps, des franges de plus en plus larges du prolétariat voient leurs conditions d'existence continuer à se dégrader inexorablement et se faire laminer de plus en plus intensément. Et pendant ce temps, la bourgeoisie, elle, savoure sa victoire : ses esclaves continuent à se résigner et à courber l'échine...

Dans ces conditions, on assiste à une décomposition accélérée du syndicalisme de collaboration de classe – un processus que nous avons anticipé il y a plusieurs années déjà –,³⁷ qui voit les entreprises fermer les unes après les autres et des contingents de plus en plus larges de militants de base se détourner d'eux. En jeu, leurs précieux postes de permanents syndicaux, car moins de syndiqués signifie moins de représentants...

Voilà la base matérielle et sociale qui engendre nos Narodniks contemporains dont notre "camarade" Jean-Luc Sallé est assurément un des chantres les plus dangereux et nuisibles...

Il nous apparaît aujourd'hui fondamental de dénoncer ces soi-disant "marxistes-léninistes" à un moment où – sous l'action de la décomposition du syndicalisme de collaboration de classe dont ils se sont longtemps nourris –, ces éléments font mine de "renouer" avec un passé "radical" afin de se donner une image (faussement) flatteuse de "révolutionnaires" et ainsi pouvoir continuer à duper les rangs de plus en plus clairsemés des camarades sincères de la base jusqu'à présent demeurés sous leur emprise.

D'aucuns trouveront peut-être que nous avons été un peu "durs" dans notre critique des théories du "camarade" Jean-Luc Sallé, mais ce n'est pas notre faute si, en tant que staliniens, nous réagissons vivement à ses conceptions aussi vulgairement anti-matérialistes, anti-dialectiques et mystificatrices.

Nous allons cependant reconnaître une qualité essentielle à notre "camarade" : la franchise avec laquelle il a couché sur le papier sa conception révisionniste du marxisme-léninisme, une franchise qui nous aide aujourd'hui à le démasquer !

Il y a maintenant cinq ans que nous avons rompu avec les "camarades" de la trempe de Jean-Luc Sallé – son comparse du PRCF, Georges Gastaud, ne vaut pas mieux que lui –, ainsi qu'avec la grande masse des tièdes et de indécis incapables de se soustraire à leur emprise.

Quand nous parlons des chefs de ces organisations, il faut bien avoir en vue le fait qu'il ne s'agit pas là de camarades fourvoyés – mais foncièrement honnêtes et fidèles aux idéaux du socialisme –, comme pouvait par exemple l'être notre camarade Adélarde Paquin, qui, après quatre décennies de son existence passées à défendre les social-impérialistes soviétiques et leur laquais, fût capable d'une autocritique aussi franche qu'enthousiaste, parce qu'il venait de comprendre scientifiquement les causes matérielles profondes de la restauration du capitalisme en URSS, ainsi que ses conséquences passées et actuelles.³⁸

Hélas, des camarades de cette trempe sont davantage l'exception que la règle : il faut en effet avoir une bonne dose de modestie, de lucidité et de courage pour remettre en cause plusieurs décennies de sa vie de militant !... Avec des dirigeants comme ceux de l'URCF et du PRCF, nous sommes en présence d'anti-staliniens qui font parfois mine de défendre le "socialisme soviétique", ... tout en gommant la frontière séparant l'URSS stalinienne – c'est-à-dire du temps où elle était le phare et le bastion de la révolution socialiste internationale –, de l'URSS post-stalinienne dirigée par une nouvelle bourgeoisie monopoliste d'Etat l'ayant convertit en une puissance impérialiste de premier ordre, concurrente de l'impérialisme américain. Ainsi, ces "camarades" contribuent à couvrir de boue le socialisme authentique, tel qu'il fût édifié en URSS sous la direction de Lénine et Staline, ainsi qu'en RPSA sous la direction d'Enver Hoxha.

Il importe de souligner que nous ne sommes pas ici en présence de camarades qui ignorent nos thèses – nous les avons ainsi remises en mains propres au dirigeant de l'URCF à la mi-2007 sans qu'il y soit jamais donné la moindre réponse critique –, mais de révisionnistes carriéristes les connaissant et les combattant sciemment, de petit-bourgeois suffisants paternalistes ou méprisants à l'égard des militants de base –, de soi-disant "marxistes-léninistes" maquillés d'un vernis radical "pro-soviétique" et arborant même parfois le masque du "staliniisme" afin de camoufler leur complète trahison des intérêts fondamentaux du mouvement communiste révolutionnaire qui *exigent* de balayer une fois pour toutes les déchets amassés plusieurs décennies durant par les ennemis du communisme et qui ont accompagné la complète liquidation de la conscience de classe révolutionnaire de l'avant-garde du prolétariat de la plupart des pays bourgeois.

Il nous apparaît à ce sujet utile d'éclaircir les liens existant entre l'URCF et le PRCF ainsi qu'à leur organisation mère : le P"CF. A sa création, en 1991, la Coordination Communiste (C.C.) avait pour Secrétaire Général Georges Gastaud et Jean-Luc Sallé étant alors membre du Bureau Politique. Près d'une décennie plus tard, une rivalité aigüe se manifesta entre les deux compères. Il ne s'agissait pas d'un conflit idéologique entre une ligne révolutionnaire et une ligne opportuniste, mais d'une guerre des chefs opposant un ancien coriace qui s'accrochait obstinément à son poste (Georges Gastaud) à un nouveau qui rêvait de prendre sa place : Jean-Luc Sallé. C'est ainsi qu'en 2000, l'organisation décida de régler cet antagonisme par un vote destiné à désigner le nouveau Secrétaire Général. Les adhérents votèrent en majorité pour le plan B (Sallé) contre le plan A (Gastaud), et ce dernier, mauvais perdant, envoya une délégation pour entériner la scission du groupe des partisans du plan B et la création du PRCF...

Peu après, la C.C. connut une nouvelle scission qui déboucha en 2004 sur la création de la C.C. 59/62 d'une part et de l'URCF d'autre part. C'est au lendemain de cette nouvelle scission, en octobre 2006, que l'URCF se résolut à participer à la création du CNU (m-l) – Comité national pour l'Unification du mouvement communiste marxiste-léniniste –, projet initié par un petit groupe de marxistes-léninistes "pro-albanais", le Collectif Militant Communiste³⁹ qui cherchait à rassembler les éléments authentiquement révolutionnaires au sein d'un authentique PC (m-l).

Mais la pratique de plusieurs années démontra que le but des dirigeants de l'URCF était davantage de chercher à récupérer des adhérents pour combler le vide de deux scissions successives, que de contribuer à fédérer les militants sur une base réellement marxiste-léniniste. C'est ainsi que trois ans plus tard, à la mi-2009, devant l'absence de progrès réalisé vers l'unité idéologique et le refus des éléments révisionnistes de mener ouvertement et franchement ce débat, qu'un petit groupe de camarades issus des organisations du CNU tira les enseignements de ces trois années de double-jeu des éléments sous l'influence révisionniste (incarnée par la JCML du Rhône et l'URCF) majoritaires au sein du CNU, et décida que « mieux valait moins mais mieux », c'est-à-dire marcher avec des forces certes beaucoup plus réduites, mais dans la bonne direction... C'est ainsi que naquit l'OCF.⁴⁰

Des "camarades" de la trempe de J.-L. Sallé qui prétendent aujourd'hui être les héritiers du socialisme soviétique sont en fait ceux qui ont soutenu les révisionnistes soviétiques plusieurs décennies durant, quand ces derniers étaient au pouvoir. Ils ne font ainsi rien d'autre que faire écho à l'historiographie bourgeoise, qui elle aussi, clame que la restauration du capitalisme en URSS s'est produite en 1991... Loin de vouloir faire leur auto-critique, ils s'évertuent à essayer de justifier leur soutien passé aux cliques révisionnistes-bourgeoises. Ils passent sous silence, triturent ou interprètent faussement les écrits marxistes-léninistes, afin de gommer la frontière existant entre l'URSS socialiste d'une part et l'URSS social-impérialiste d'autre part, afin de pouvoir ainsi refourguer en contrebande leur camelote révisionniste social-réformiste économiste et spontanéiste.

Il n'y a cependant rien d'étonnant à cela. En effet, comme le soulignait Lénine il y a maintenant un siècle,

« La dialectique de l'histoire est telle que la victoire du marxisme en matière de théorie oblige ses ennemis à se déguiser en marxistes ».⁴¹

Aujourd'hui, le déguisement dont s'affublent les révisionnistes (anciens comme nouveaux) arrive à s'accommoder d'une défense conditionnelle, sinon partielle de l'œuvre de Staline. C'est ainsi qu'ils essayent depuis plus de deux décennies "d'accoupler" le stalinisme à leur pratique social-réformiste afin de tenter de lui donner une consistance historique et une justification idéologique. Le résultat de cette hybridation contre-nature est la naissance un hydre monstrueux. Il appartient aux véritables marxistes-léninistes de couper les multiples têtes de cette hydre, car tant qu'ils ne l'auront pas tuée, elle continuera à s'opposer à l'édification d'un véritable Parti communiste révolutionnaire.

La première guerre mondiale impérialiste et la grande Révolution d'Octobre virent la différenciation du mouvement ouvrier international s'accélérer et deux camps irréductiblement hostiles se former : d'un côté, celui de la ligne opportuniste social-réformiste et social-chauvine incarnée par les leaders de la II^{ème} Internationale, et de l'autre, la ligne révolutionnaire conséquente désireuse de suivre la voie ouverte par la Révolution d'Octobre et qui donna naissance à la III^{ème} Internationale.

La profonde crise de déclasserment qui ébranle aujourd'hui les puissances impérialistes n'est certes pas une guerre mondiale au sens militaire – à l'exception des zones d'influence coloniales que se disputent les puissances impérialistes montantes et déclinantes –, mais elle est en train d'aboutir à une autre forme de guerre mondiale, à la fois économique, sociale et politique. Cette guerre de classe impitoyable est menée par la bourgeoisie de plusieurs puissants pays impérialistes non seulement contre le prolétariat des pays dépendants ainsi que les cliques impérialistes ascendantes, mais également contre leur propre prolétariat, une guerre qui se joue à coup de délocalisations, de licenciements, de destruction des systèmes d'éducation, de santé, de retraite, etc.

Dans cette guerre, le prolétariat n'a que deux choix : ou bien se réapproprier le léninisme afin de pouvoir contre-attaquer, ou bien continuer à se soumettre en suivant les leaders réformistes qui, de la "gauche" à la "gauche" de "l'extrême-gauche" (qui inclut nos fameux "marxistes-léninistes"), prétendent combattre les politiques d'austérité... en s'entêtant à réclamer d'avantage d'acquis sociaux, ou tout au moins en demandant au moins la sauvegarde des lambeaux qu'il en subsistent. Comme si la bourgeoisie des pays impérialistes en crise allait de nouveau leur jeter des os en pâture !

Quel que soient le masque qu'ils arborent, la devise des réformistes peut se résumer ainsi : "nous ne sommes pas des esclaves !" Pour eux, le prolétariat (du moins, le "leur"...) vaut bien des chaînes dorées... Tel est l'essence de leur "socialisme"... Les marxistes-léninistes, eux, leur répondent : "nous ne voulons plus être des esclaves !" ; nous voulons briser les chaînes de notre esclavage et non mendier à nos esclavagistes des adoucissements destinés à le rendre plus supportable...

Les réformistes ne parlent donc jamais d'abolir l'esclavage salarié, non !

Du haut de leurs fauteuils de permanents syndicaux, ou à la tête de soi-disant mouvements "marxistes-léninistes" qui sont d'ailleurs intimement liés aux premiers, ils ne rêvent que d'une seule chose : l'extension des "acquis sociaux", le retour de "l'Etat providence", etc.

En d'autres termes, ils ne rêvent que d'amender et d'améliorer le système capitaliste, à l'instar du PRCF qui fraye avec les gaullistes en France, ou du KKE – numériquement puissant –, qui siège au parlement bourgeois... au moment même où les masses de la jeunesse prolétarienne grecque laminée par la crise et l'austérité prend part aux émeutes alors qu'il devrait, s'il était véritablement un Parti communiste marxiste-léniniste, se mettre à la tête de ces luttes spontanées et s'en servir comme d'un tremplin pour mobiliser les masses en vue de la prise du pouvoir.

Sur son site internet, l'URCF classe dans les "organisations communistes" sa sœur siamoise (le PRCF) et dans les "partis communistes frères" des partis révisionnistes comme le PTB – qui se débarrasse aujourd'hui de ses oripeaux "staliniens", conséquence naturelle de son social-réformisme et de son électoralisme –, le KKE, ainsi que ceux de Cuba et du Portugal, en bref, "la crème de la crème"... du révisionnisme "marxiste-léniniste" !

On dit communément que ceux qui "se ressemblent, s'assemblent", nous laissons donc à chacun le soin d'en tirer les conclusions qui s'imposent !...

Pour être tout à fait honnêtes, les positionnements idéologiques de l'URCF – qui ne diffèrent fondamentalement en rien de ceux du PRCF, du moins si l'on fait exception d'un social-chauvinisme nettement plus assumé en ce qui concerne le PRCF –, ne nous surprennent aucunement.

Sur sa plaquette de présentation de l'association des "Amis de l'URSS", le cadre révisionniste était déjà clairement posé : « l'épopée du spoutnik » y est en effet intégrée à la période « socialiste ». De même, le terme de « social-impérialisme » est rejeté et se trouve assimilé à des positions allant « du néo-fascisme au trotskisme ». Enfin, il est affirmé que s'il y eût bien « une période ascendante de la Révolution et de l'édification du socialisme, [la] période de la dictature du prolétariat de Lénine et Staline », les "Amis de l'URSS" n'en concluent nullement pour autant que la contre-révolution bourgeoise eût lieu au tournant des années 1950, mais au contraire que la période post-stalinienne fût "seulement" « une période descendante où l'opportunisme et le révisionnisme favorisèrent la victoire ultérieure de la contre-révolution bourgeoise en 1991 ». ⁴²

A l'instar du camarade Henri Barbusse, qui fût un authentique ami de l'URSS, nous sommes persuadés que « plus tard, on jugera les hommes sur la façon dont ils ont compris l'URSS ». La destruction du premier Etat socialiste n'invalide en rien ce fait : le jour viendra où on jugera les hommes sur la façon dont ils auront compris la naissance, l'essor, ainsi que les causes de la destruction de l'URSS.

A cette aune, nos "camarades" social-réformistes et social-chauvins n'auront pas le beau rôle. En effet, quelles que soient leurs intentions subjectives, ils se placent aujourd'hui objectivement du mauvais côté de la barricade, autant parce qu'ils participent à la propagation de préjugés historiques bourgeois qui interdisent aux travailleurs de comprendre leur Histoire et le riche héritage qui leur a été légué par l'URSS, que parce qu'ils s'obstinent à concevoir leur activité politique dans le cadre borné du social-réformisme qui divise, soumet et rend impuissant un prolétariat aujourd'hui confronté à une vaste et multiforme offensive du Capital.

Nous voyons donc que derrière un masque prétendument "amical" se cachent parfois de bien redoutables et vicieux ennemis... C'est pourquoi les communistes authentiques, qui sont les seuls véritables héritiers de la Révolution d'Octobre, et par conséquent également les seuls véritables amis de l'URSS, ne doivent pas se laisser tromper par de tels "amis". ⁴³

Ils doivent les démasquer et les combattre impitoyablement, car il en va de l'avenir de la Révolution communiste internationale et donc de l'avenir des peuples aujourd'hui opprimés et laminés par le capitalisme.

Vincent Gouysse, pour l'OCF, le 07/09/2014

Notes :

¹ Jean-Luc Sallé, *Revue des Amis de l'URSS*, n°1 – décembre 2012, pp. 69-98 • ² J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 69 • ³ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 70 • ⁴ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 80 • ⁵ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, pp. 70-72 • ⁶ *Manuel d'économie politique*, Moscou, 1955, Edition numérique, p. 255 • ⁷ Staline, *Histoire du PCUS (b)*, Edition numérique, p. 232 • ⁸ Staline, *Les questions du léninisme*, Tome III, Edition numérique, p. 232 • ⁹ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 71 • ¹⁰ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 69 • ¹¹ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, pp. 76 et 80 • ¹² J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 86 • ¹³ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 80 • ¹⁴ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 92 • ¹⁵ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 79 • ¹⁶ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, pp. 77-79 • ¹⁷ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 77 • ¹⁸ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 75 • ¹⁹ Lénine, *Œuvres choisies*, Edition numérique, Tome II, pp. 128-129 • ²⁰ Staline, *Les questions du léninisme*, Tome II, Edition numérique, p. 59 • ²¹ Cité dans : Lénine, *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, p. 23 • ²² Staline, *Histoire du PCUS (b)*, Edition numérique, p. 289 • ²³ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 82 • ²⁴ A ce sujet, voir l'ouvrage : Staline, *Les problèmes économiques du socialisme en URSS*, Edition numérique, pp. 41-43 • ²⁵ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, pp. 82-84 et 87-88 • ²⁶ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, pp. 89-92 • ²⁷ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 89 • ²⁸ PTA, *Etudes politiques et sociales*, Edition numérique, p. 89 • ²⁹ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 89 • ³⁰ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 85 • ³¹ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, pp. 92-96 • ³² Pour un rapide aperçu de cette lutte et de ses résultats, nous renvoyons aux pages suivantes : Enver Hoxha - Œuvres choisies ; Galerie d'images - 40 années d'Albanie socialiste ; • ³³ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 96 • ³⁴ J.-L. Sallé, *Ouvrage cité*, p. 97 • ³⁵ En ce qui concerne les enseignements essentiels de la lutte anti-révissionniste inflexible livrée pendant quatre décennies par le PTA d'Enver Hoxha, nous renvoyons à notre ouvrage *Impérialisme et anti-impérialisme*, et en particulier aux pages 79-89 de cette étude • ³⁶ Enver Hoxha, *Réflexions sur la Chine*, Tome II, Edition numérique, pp. 26-28 • ³⁷ Voir par exemple : Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, Edition numérique, pp. 405-406 • ³⁸ A ce sujet, nous renvoyons aux annexes correspondantes de notre ouvrage *Les classes sociales sous l'impérialisme* • ³⁹ Groupe auquel appartenait l'auteur • ⁴⁰ Contrairement aux menées des scissionnistes issus de la C.C., la scission des camarades de l'OCF était idéologiquement motivée et fût menée une fois actée l'impossibilité de mener un véritable débat avec les éléments révissionnistes. Susceptible de souffrir de problèmes d'élocution quand il fait face à une situation de stress (et donc quand il prend la parole en public), le camarade Vincent Gouysse n'a jamais eu pour ambition de devenir un « meneur » ou un « orateur », mais seulement de contribuer, dans la mesure de ses capacités, à une cause dont il est persuadé de la justesse. La plupart des éléments se rapportant à la petite histoire de la C.C., de l'URCF et du PRCF nous ont été fournis par un excellent camarade ouvrier, qui fût longtemps membre de la Coordination Communiste et qui, après l'avoir quitté la tête haute avec son groupe, non sans avoir au préalable dit en face leurs quatre vérités au "gratin" des dirigeants révissionnistes de l'URCF, participa à la création de l'OCF. Nous renvoyons également à une annexe synthétisant notre travail au sein du CNU-ROCML ainsi que des JCML, sans oublier les éléments fondamentaux de notre rupture. • ⁴¹ Lénine, *Œuvres choisies*, Tome I, Edition numérique, p. 31 • ⁴² *Une nouvelle association est née... !* « Association des Amis de l'URSS », 13/09/2012 • ⁴³ Nous renvoyons ici à notre dossier Contre-culture : Le réalisme socialiste dans la chanson soviétique disponible notamment à l'adresse suivante : http://marxisme.fr/realisme_socialiste_chanson_sovietique.htm